

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE SECURITE



Distr.  
GENERALE  
S/9969\*  
28 octobre 1970  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATEE DU 28 OCTOBRE 1970, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA JORDANIE AUPRES DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

Comme suite à ma lettre du 22 juillet 1970 (A/7996, S/9883), j'ai le regret de devoir porter à votre connaissance les violations continuelles commises par Israël et les mesures illégales qu'il a prises à Jérusalem.

Depuis son occupation par les forces d'occupation étrangères, Jérusalem a fait continuellement l'objet de la part d'Israël de plans visant à transformer son caractère arabe au mépris complet de la volonté de sa population et de celle de la communauté internationale tout entière. Cette volonté de la communauté internationale a été exprimée dans des résolutions successives de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et vous avez souligné dans votre rapport du 5 décembre 1969 (S/9537) qu'Israël y avait passé outre.

Depuis lors, Israël a pris d'autres mesures illégales, en confisquant des terres, en prélevant des impôts "de défense" et en établissant des colonies purement juives sur des terres et des propriétés privées arabes.

Vous trouverez ci-joint une photocopie de l'article écrit par M. George C. Wilson dans le International Herald-Tribune des 17 et 18 octobre 1970, décrivant plusieurs de ces sombres projets israéliens.

---

\* Egalement publié sous la cote A/8141.

Le moment est venu de mettre fin à ces plans et à ces mesures d'Israël, et le meilleur moyen est de faire cesser l'occupation elle-même.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de la Jordanie  
auprès de l'Organisation des  
Nations Unies,

(Signé) Muhammad H. EL-FARRA

THE INTERNATIONAL HERALD-TRIBUNE, 17-18.10.1970

Ils s'implantent

LES ISRAËLIENS CONSTRUISENT UNE NOUVELLE JERUSALEM

Par George C. Wilson

Jérusalem, le 16 octobre (WP) - Faisant fi de l'appel lancé par l'Organisation des Nations Unies pour le maintien du statu quo à Jérusalem, Israël procède à l'encercllement de la partie arabe de la Ville sainte au moyen de nouveaux bâtiments destinés aux Juifs.

Les Arabes, devant le rythme échevelé de la construction sur leurs anciennes terres dans la partie est de Jérusalem, déplorent que ces travaux, qui sont menés avant la conclusion d'un traité de paix, anéantissent toute possibilité de dialogue avec le Gouvernement israélien.

Passant outre aux objections de l'Organisation des Nations Unies et des Arabes, Mme Golda Meir, premier ministre, a décidé de traduire dans les faits son engagement de faire de la ville de Jérusalem tout entière la capitale d'Israël. Dans l'application de cette politique qui consiste à ne pas partager, Israël a pris, depuis la guerre des six jours de 1967, les mesures suivantes dans Jérusalem-Est où vivaient les Arabes sous le roi Hussein :

- Plus de 4 000 acres de terrains ont été confisqués, dont 90 p. 100 appartenaient à des Arabes.
- De grands ensembles immobiliers sont construits sur ces terrains à l'intention de familles juives, un seul ensemble de 150 appartements étant jusqu'ici prévu pour les Arabes.
- Les nouveaux bâtiments sont édifiés sur une aire en forme de croissant contournant ce qui était la frontière orientale de la Jérusalem juive avant la guerre.

### La ville s'étend

Le nouveau plan directeur de Jérusalem prévoit une Jérusalem qui comprendrait une partie importante de la Jordanie occupée. Les agglomérations devant constituer la nouvelle périphérie, telles qu'elles sont indiquées sur le plan directeur, sont Ramallah au nord, Bethléem au sud, Neve Ilan à l'ouest et Anatot à l'est. Ainsi serait formée une ville de 324 miles carrés.

C'est la confiscation des terres arabes qui constitue la mesure la plus critiquable de la politique d'expansion. M. Zeev Sharef, ministre israélien du logement, a refusé d'être interviewé sur la question de l'expropriation des terres, faisant déclarer par l'un de ses adjoints : "Moins on en parlera, mieux cela vaudra".

M. Meron Benvenesti, l'adjoint au maire de Jérusalem qui est chargé des affaires arabes dans la ville, s'est opposé à ce que les terres arabes soient confisquées pour la construction de logements juifs, mais rien n'indique un relâchement de cette politique.

Le 29 novembre 1967, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que Jérusalem devait être corpus separatum sous un régime international spécial. Le 4 juillet 1967, l'Organisation des Nations Unies a désapprouvé la modification du statut de la Ville sainte et a prié Israël "de rapporter toutes les mesures déjà prises et de s'abstenir immédiatement de toute nouvelle action tendant à modifier le statut de Jérusalem".

### Une ville transformée

Aujourd'hui, trois ans après que cette protestation a été formulée, Jérusalem, dans la zone occupée, est effectivement une ville transformée. La protestation arabe contre Israël s'est axée sur les nouveaux logements à l'heure où le gouvernement parle ici d'une amélioration des chances de voir naître un dialogue à la suite de la guerre civile en Jordanie.

"Vous avez traversé Ramat Eshkol (l'un des grands ensembles immobiliers) pour venir ici" m'a dit Hamdi Kana'n, l'ancien maire de la ville arabe de Naplouse, qui n'a pas cessé d'être actif sur le plan politique. "Comment pourrait-on croire qu'ils (les Israéliens) veulent la paix lorsqu'on voit cela. Ils ont construit plus de choses en trois ans dans les territoires occupés que l'on n'en a construit pendant des siècles. Et pensez-vous qu'ils vont abandonner tout cela? ... Les Israéliens ne sont pas intéressés à faire la paix. Ils veulent rester comme ils sont."

En toute équité, il faut dire qu'Israël ne construit pas dans le territoire occupé de la rive ouest du Jourdain, y compris la ville de Naplouse dont Kana'n est originaire. Mais Jérusalem, c'est autre chose.

Ramat Eshkol, dont les plans prévoient qu'il comportera 2 500 unités réparties sur 60 hectares, donne vraiment une impression de permanence. Des immeubles à appartements élevés, bâtis en pierre, ont jailli des collines rocheuses de la partie est de Jérusalem, non loin de l'endroit où le roi Hussein construisait un palais d'été avant la guerre des six jours.

#### Un propriétaire arabe

Anton J. Jaser est un propriétaire arabe cossu qui vit à l'ombre de Ramat Eshkol. "Les Israéliens disent qu'ils ont une démocratie" a déclaré M. Jaser lors d'une interview qui s'est déroulée dans la maison confortable qu'il occupe dans la partie est de Jérusalem. "Cependant, ils violent l'esprit de la loi en expropriant toutes ces terres arabes. Le principe de la loi sur l'expropriation est de saisir des biens dans l'intérêt public. Mais les Israéliens, en dépossédant une personne de ses terres au profit d'une autre personne, violent l'esprit de cette loi."

M. Jaser dit que les Arabes ne peuvent accepter d'indemnité pour l'expropriation de leurs terres ou saisir les tribunaux pour arrêter la confiscation sans reconnaître par là Israël comme leur maître. C'est pourquoi les Israéliens prennent les terres et gardent en dépôt l'argent destiné à acquitter celles-ci. Constatant que les familles juives qui émigrent en Israël sont celles qui emménagent à Ramat Eshkol, M. Jaser s'est plaint de ce que les terres arabes aient été confisquées pour construire des appartements destinés à "des familles qui ne sont mêmes pas constituées d'Israéliens".

Officiellement, les Israéliens évitent d'écarter les objections des Arabes en disant "ils ont perdu la guerre". Mais c'est un sentiment que l'on entend souvent les Israéliens exprimer en dehors des bureaux administratifs. Et la construction de Ramat Eshkol et d'autres grands ensembles similaires, où c'est la main-d'oeuvre arabe qui pose les pierres, fait de la résolution des Nations Unies une cause perdue d'avance.

-----

